



EDITORIAL

SATELLITES GRAND-DUCAUX

N'en lancez plus !

Raymond Klein

L'affaire du satellite d'observation interpelle sur des décisions passées. Elle devrait aussi conduire à s'interroger sur les décisions à venir.

Une « erreur de calcul » de près de 200 millions d'euros... à qui la faute ? Dans l'affaire du surcoût du satellite d'observation militaire, Étienne Schneider, ses fonctionnaires et les député-e-s se renvoient la responsabilité. C'est qu'en 2018, lors du vote à la Chambre, il était possible de savoir que le satellite coûterait deux fois plus que le chiffre inscrit dans le projet de loi. Qui savait, qui s'est tu, qui a menti ? Ces questions sur l'usage irresponsable des deniers publics vont occuper les député-e-s durant les semaines qui viennent.

Après le coronavirus, comment justifier que l'humanité jette de l'argent par la fenêtre pour se donner les moyens de s'entretuer ?

Mais une « erreur » peut en cacher une autre. En effet, les interrogations sur les antécédents du satellite d'observation risquent d'occulter une question au moins aussi importante : que faire du projet, alors que plus d'une centaine de millions d'euros ont déjà été engagés ? François Bausch, le successeur de Schneider au ministère de l'Armée, a en effet proposé une rallonge budgétaire de 180 millions d'euros aux 170 accordés en 2018, afin de pouvoir finaliser le projet. Certes, il a affirmé qu'il ne tenait pas « mordicus » à ce satellite. Mais ce n'est que poudre aux yeux, car le ministre vert s'est aussi dit convaincu, sur 100,7, qu'il s'agissait « d'un bon projet à la base », mettant en avant d'éventuels usages civils.

Alors, faut-il arrêter de pleurer sur les erreurs du passé et terminer ce qui a été commencé ? D'autant plus que, selon la présentation du ministère, en cas d'annulation, les 170 millions déjà votés seraient perdus sans contrepartie, au profit notamment de la société OHB, qui pourtant a joué un rôle douteux dans l'affaire. La Chambre aurait-elle refusé le satellite si on lui en avait annoncé le véritable coût en 2018 ? Certains ont dû le penser, puisque la présentation du projet avait alors été trafiquée. Souscrire à la rallonge bud-

gétaire, c'est valider la manière de procéder d'Étienne Schneider et de ses fonctionnaires. C'est aussi, la date d'un éventuel lancement approchant, accepter de continuer à bâcler ce projet et couper court au débat démocratique - de quoi accentuer le discrédit de la classe politique.

Un débat serait pourtant nécessaire, alors que la mise en orbite de ce satellite est une entreprise potentiellement malfaisante. Bausch a beau affirmer que l'engin ne fera que des photos, il est clair que, si ces clichés sont mis à disposition d'une puissance belligérante, le Luxembourg sera impliqué dans les opérations qui en résulteront. Si par exemple les photos sont utilisées pour planifier une attaque aérienne, difficile d'affirmer qu'on ne savait pas. Et s'il s'agit d'un crime de guerre, comme nos alliés en commettent régulièrement, le Luxembourg sera complice. Cela est vrai déjà, comme l'a reconnu Bausch lui-même, pour le GovSat, notre autre satellite, au niveau du guidage de drones tueurs... mais est-ce une raison pour doubler la mise ? Plutôt une raison pour mettre fin à toute activité de ce type.

Faire le nécessaire pour contenir l'Otan, cela a toujours été la ligne de conduite des ministres de l'Armée luxembourgeois. Pourtant cette Otan, inféodée aux États-Unis, s'est transformée au fil des ans en un acteur qui déstabilise les relations internationales au même titre que ses adversaires. Accroître l'engagement du Luxembourg était déjà douteux avant la crise déclenchée par le coronavirus. Mais désormais, comment justifier que l'humanité jette de l'argent par la fenêtre pour se donner les moyens de s'entretuer, alors que des menaces véritablement extérieures, des épidémies au changement climatique, mettent en danger sa survie ? L'affaire du satellite est en train d'engouffrer Étienne Schneider et le LSAP, un peu trop solidaire de son ex-ministre. Engouffrera-t-elle aussi les Verts, devenus atlantistes après avoir été pacifistes ?

NEWS

Hôtel des Postes: Gemischter Gebrauch **S. 3**

REGARDS

Back to Office: „Ich sitze im Büro, damit mich mein Arbeitgeber kontrollieren kann“ **S. 4**

État de crise et lois « covid-19 »:

Lois (co)vidées **p. 6**

Die Fledermaus in Zeiten von Corona:

Virenschleuder oder Glücksbringerin? **S. 8**Brasilien: Das Kabinett des Hasses **S. 10**

Die woxx von morgen #3:

Zugängliche Gegenöffentlichkeit **S. 11**